

“Ni dieu, ni maître” (Auguste Blanqui, communiste révolutionnaire, 1803-1881)

Matérialisme militant

Bulletin de formation. N° 7 - Janvier 2012

édité par NPA 64

Coordination de militant-e-s et de comités des Pyrénées - Atlantiques

Le mythe des classes moyennes

Concept creux, tarte à la crème des politiciens et imposture idéologique

La campagne pour les élections présidentielles n'a pas encore officiellement commencé que déjà les principaux candidats - de droite, du centre ou de gauche - et les partis qui les soutiennent se battent pour savoir qui défend le mieux *"les classes moyennes"*.

A droite Laurent Wauquiez, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, et fondateur de "La droite sociale" au sein de l'UMP, vient de sortir un livre intitulé "La lutte des classes moyennes"(1). Interview par le site Internet (et sarkozyste) "Atlantico"(2) il déclare : *"Arrêtons de traiter les classes moyennes en cochons payeurs... Nous disons qu'aujourd'hui la lutte des classes sociales est finie. Ce qui importe c'est celle des classes moyennes. Ce sont elles qui sont en lutte pour survivre"*. Quant à son complice Brice Hortefeux il affirme que *"les classes moyennes (seront) pressurées par le programme de Hollande"*. Ce dernier se défend d'une telle accusation et promet que, s'il est élu, il s'engage à *"rendre la fiscalité favorable aux classes moyennes et aux classes populaires"* (ces dernières ne venant évidemment pas en première position).

Quant au projet de programme 2012 du PS, que l'on peut consulter sur son site Internet (3), il est précédé d'un titre qui promet d'expliquer : *"Pourquoi nos mesures pour la fiscalité sont favorables aux classes moyennes"* et ajoute plus loin *"Les économies que nous réaliserons permettront de financer des mesures qui bénéficieront aux classes moyennes"*.

Quant à François Bayrou, sur son blog (4), il proteste contre le fait que *"ce sont les classes moyennes qui sont ciblées"* dans les dernières mesures fiscales prévues par le gouvernement.

Mais tous ces défenseurs des classes moyennes n'oublient qu'une chose : de définir exactement ce que sont les classes en question.

Des définitions élastiques

Dès l'instant où, au delà des discours convenus, on essaie de creuser un peu pour tenter de cerner la réalité de ces fameuses "classes moyennes", on entre dans le flou artistique le plus complet.

Selon "l'Observatoire des inégalités" font partie de la classe moyenne les salarié(E)s gagnant entre 1 200 et 1 840 euros par mois. D'autres chercheurs estiment pour leur part qu'il faut distinguer entre les membres de la "classe moyenne inférieure" (1 150 euros), de la "classe moyenne intermédiaire" (2 000 euros) et de la "classe moyenne supérieure" (3 430 euros). Avec ces définitions au moins 60 % de la population active entrerait dans la fameuse "classe

moyenne".

Laurent Wauquiez, déjà cité, va plus loin. Il estime que *"les classes moyennes dans notre pays correspondent à 70 % de la population. En terme de revenus, les classes moyennes se situent entre 1 500 et 6 000 euros nets par foyer (un couple dont chacun des membres touche 2 000 euros nets appartient donc à la classe moyenne)"*. Il tente ensuite de définir les motivations de ces classes moyennes et écrit :

- *Elles vivent de leur travail, et donc ni de leurs rentes, ni de l'assistanat ;*
- *Elles aspirent à posséder un logement ;*
- *Elles considèrent que l'idée que leurs enfants aient un meilleur avenir qu'elles est fondamentale.*

On peut difficilement faire mieux en matière de lieux communs dans la mesure où cela peut s'appliquer à l'immense majorité des familles, et pas seulement en France.

Une classe ouvrière plus nombreuse

Ceci dit ces analyses sociologiques plus qu'approximatives ne sont pas neutres. Car plus on parle de classe moyenne, moins on parle de classe ouvrière. Cela peut paraître paradoxal dans un pays où les salariéEs - c'est à dire la classe ouvrière au sens historique du terme qui regroupe non seulement les ouvrier(e)s mais aussi les employé(e)s, les fonctionnaires, les cadres et techniciens etc. - représentent plus de 90 % de la population active alors que la véritable classe moyenne (ou petite bourgeoisie) atteint péniblement les 7 % (dont 5 % pour les artisans, petits commerçants, professions libérales, patrons de P.M.E./P.M.I. et 2 % pour les exploitants agricoles).

Alors bien sûr la classe ouvrière a beaucoup évolué depuis un siècle. Mais pas forcément dans le sens où l'entendent ses détracteurs.

En 1900 la population active était composée à un peu plus de 40 % par les agriculteurs et à près d'un tiers par la petite-bourgeoisie urbaine (artisans, petits commerçants, petits patrons, professions libérales). Les salarié(E)s - dont 80 % étaient des ouvrier(E)s - représentaient donc une minorité de cette population active, environ 35 %.

Depuis lors l'économie a connu des transformations importantes d'abord avec l'essor de la grande industrie jusque dans les années 1970 puis ensuite son déclin relatif, avec le développement spectaculaire des branches de l'économie salariant principalement des femmes (notamment les banques, les assurances, la grande distribution), avec le renforcement des fonctions publiques étatique, hospitalière et territoriale (dans lesquelles travaillent enseignant(E)s, personnels de santé, agents territoriaux etc.).

Ces évolutions font que désormais les ouvrier(E)s représentent 24 % des salarié(E)s, les employé(E)s 29 %, les professions intermédiaires (enseignant(E)s, personnel soignant) 23,9 %.

En outre les grandes entreprises (que l'on surnommait jadis "les forteresses ouvrières" comme Renault à Billancourt) tendent à disparaître au profit d'unités de production plus petites, la sous-traitance s'est énormément développée et aujourd'hui plus de la moitié des ouvriers travaillent dans des petites ou moyennes entreprises.

Depuis le début des années 1970, et le premier choc pétrolier, on a assisté à un ralentissement économique qui s'est notamment traduit par un éparpillement de la classe ouvrière et, un changement profond de ses structures, et surtout la multiplication des emplois précaires, des CDD et la montée spectaculaire du chômage..

Mais, loin de disparaître, les prolétaires (c'est à dire celles et ceux qui ne peuvent vivre qu'en vendant leur force de travail, physique et ou intellectuelle) ont vu leur nombre s'accroître de manière considérable même si leur conscience de classe s'est émoussée après des décennies de trahison de ceux qui étaient censés diriger le mouvement ouvrier, les sociaux-démocrates et les

staliniens.

Un camouflage idéologique

Aujourd'hui que la droite parle surtout des classes moyennes et jamais de la classe ouvrière n'est pas pour surprendre. Car les idéologies qu'elles développent ont toutes en commun de nier la spécificité de la classe ouvrière en tentant de la fondre dans la masse anonyme des "classes moyennes". D'où l'idée qui revient régulièrement de faire de chaque prolétaire un petit-bourgeois en lui facilitant, par exemple, l'accès à l'achat d'un appartement ou en tentant de développer "l'actionnariat populaire" (qui fut longtemps l'idée fixe des "gaullistes de gauche"). La droite feint de croire que la classe ouvrière a quasiment disparu et elle espère qu'en l'effaçant de son vocabulaire elle fera disparaître aussitôt le danger potentiel que cette classe représente pour les intérêts du Capital.

Depuis quelques années la gauche n'est pas en reste. Longtemps le Parti socialiste et le Parti communiste se sont ouvertement réclamés de la classe ouvrière. Aujourd'hui le PS parle des classes moyennes (parfois, mais moins souvent, des classes populaires). Quant au P.C.F. (ou son avatar, le Front de Gauche) il est fondamentalement sur la même longueur d'onde bien qu'il conserve un vocabulaire un peu plus radical.

S'il y a longtemps que le PS et le P.C.F. ont abandonné, dans les faits, la défense des intérêts historiques et moraux de la classe ouvrière, la quasi-disparition de cette dernière dans le vocabulaire de la gauche est plus récente. Elle a commencé dans les années 1980 avec l'émergence de ce qu'on appelait alors "la nouvelle gauche" qui se voulait "moderne" face à la gauche traditionnelle qui se réclamait encore du mouvement ouvrier et qui était alors qualifiée "d'archaïque". C'est à cette époque qu'André Gorz, co-fondateur du "Nouvel Observateur", venu de la revue de Jean-Paul Sartre "Les Temps Modernes", dit "Adieux au prolétariat"(5) . Il est suivi dans sa démarche par des gens comme Michel Rocard, Jacques Delors ou, dans le mouvement syndical, par Edmond Maire, le leader incontesté de la CFDT.

Désormais la gauche "moderne" explique que la classe ouvrière n'existe plus, que par ses aspirations elle fait désormais partie de la classe moyenne et qu'il est temps d'abandonner les "vieilles lunes du marxisme". Peu à peu ce courant d'idées va submerger le PS et aujourd'hui il domine largement l'ensemble de la gauche.

Dans les faits il s'agit ni plus ni moins d'une capitulation complète devant l'idéologie de la bourgeoisie pour laquelle la lutte de classes s'est arrêtée le jour où elle a pris le pouvoir.

Désormais, pour la gauche, l'objectif affiché n'est plus de changer la société et d'éliminer le capitalisme mais de placer ses énarques au gouvernement à la place des énarques de droite. Quant à la classe ouvrière - et plus largement à l'ensemble des masses populaires - on lui demande simplement de mettre un bulletin dans l'urne puis de se taire.

Maintenir le drapeau

Pour notre part nous n'avons aucune raison de participer, de près ou de loin, à une telle capitulation dans le domaine des idées. C'est vrai que la classe ouvrière a changé, c'est vrai aussi que près d'un siècle de contrôle du mouvement ouvrier par des socialistes et des staliniens qui ont complètement perverti les idéaux socialistes et communistes, que la chute de l'URSS, que la montée du chômage et de la précarité ont fait reculer les idées révolutionnaires et plus largement la conscience que peut avoir la classe ouvrière de ses propres intérêts, de ses propres valeurs, de sa propre morale.

Avec le renforcement de l'individualisme beaucoup de gens - qui appartiennent à la classe ouvrière - peuvent avoir l'impression qu'il est plus facile de s'en tirer individuellement que toutes

et tous ensemble.

Mais la crise est là pour leur rappeler chaque jour que posséder sa voiture, son appartement, son réfrigérateur, sa chaîne hi-fi, voire pour les plus chanceux sa résidence secondaire, ne fait pas de vous un bourgeois et qu'un simple licenciement peut réduire tout ça à néant.

C'est pourquoi nous devons, plus que jamais, nous réclamer ouvertement et sans restriction, de la classe ouvrière, du socialisme, du communisme en montrant que seul le renversement de la société capitaliste permettra un monde meilleur.

C'est le drapeau que déploie Philippe Poutou, candidat du NPA, dans le cadre de l'élection présidentielle, un drapeau abandonné depuis longtemps par les sociaux-libéraux et les staliniens (même rebaptisés frontistes de gauche) et autour duquel nous devons nous regrouper.

(1) Laurent Wauquiez, "La lutte des classes moyennes", édition Odile Jacob

(2) atlantico.fr

(3) parti.socialiste.fr

(4) bayroublog.com

(5) André Gorz, "Adieux au prolétariat, Au delà du socialisme", édition Galilée